

# **ANALYSE FINANCIERE - COMMUNE D'ANGY**

**2012-2018**

**Analyse réalisée par Thomas BORDONALI**

## INTRODUCTION

---

La commune d'Angy est située dans le département de l'Oise et comptait 1 221 habitants en 2017 (*source, collectivités locales*).

Angy fait partie, comme quarante et une autres communes, de la Communauté de Communes Thelloise (anciennement Communauté de Communes du Pays de Thelle).

La commune participe également à divers regroupements communaux dont :

- Le Syndicat d'Energie de l'Oise ou SE60 (SIVOM) ;
- Le SIVOM d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes d'Angy, Balagny, Bury et Mouy (Syndicat Mixte fermé) ; **transferts de compétences en cours**,
- Le Syndicat Mixte Intercommunal de l'Oise des classes d'environnement (Syndicat Mixte ouvert).

**Cette analyse concernera les exercices 2012 à 2018. Les données proviennent principalement des comptes administratifs, des grands livres comptables et des états fiscaux 1259. Les valeurs sont exprimées en euros.**

**Ces données seront, dans la mesure des données disponibles, comparées aux moyennes de strate.**

Les principaux constats qui ressortent de l'analyse sont les suivants :

- ❖ Des charges de fonctionnement au-dessus de la moyenne de strate et des produits de fonctionnement en dessous de la moyenne de strate ;
- ❖ Une CAF brute négative et en dessous de la moyenne de strate ;
- ❖ Une politique d'équipement en dessous de la moyenne de strate ;
- ❖ Un faible endettement.

Avant de commencer à prendre lecture de cette analyse, il est important de préciser que la municipalité a été confrontée en 2014, suite aux élections à deux difficultés importantes :

- Un rendez-vous a été organisé avec le comptable public afin de faire le point sur l'affectation potentielle du résultat de l'année. **Cet état faisait apparaître un déficit de fonctionnement reporté de 124 516,38 euros, lié notamment à un déficit de la section d'investissement de 161 931,25 euros et des Restes à Réaliser (RaR) évalués à hauteur de 318 988,00 euros.** Le besoin total de financement était donc de 480 919,25 euros selon la lecture du document effectué par les services de l'Etat. La commune a été dans l'obligation de vérifier la véracité

des RaR et ainsi revoir l'affectation du résultat en conséquence. Pour rappel un RaR ne s'inscrit que s'il a été constaté juridiquement l'année précédente.

- L'obligation d'acheter un bien immobilier,

**Comparaison des données financières avec les moyennes de strate (source fiche AEFF) - 2017**

	<i>Commune d'Angy</i>	<i>Moyenne de strate</i>
<b><i>Produits de fonctionnement</i></b>	658	786
<b><i>Charges de fonctionnement</i></b>	691	642
<b><i>Recettes d'investissement</i></b>	66	381
<b><i>Dépenses d'investissement</i></b>	185	381
<b><i>Autofinancement</i></b>		
CAF brute	-33	153
CAF nette	-53	85
<b><i>Fonds de roulement</i></b>	103	424
<b><i>Produits de fonctionnement</i></b>		
Impôts locaux	339	299
Autres impôts et taxes	17	48
DGF	72	146
<b><i>Charges de fonctionnement</i></b>		
Charges de personnel	331	274
Autres achats et charges externes	275	192
Charges financières	8	20
Contingents	13	47
Subventions versées	26	27
<b><i>Recettes d'investissement</i></b>		
Emprunts	0	75
<b><i>Dépenses d'investissement</i></b>		
Dépenses d'équipement	146	286
Remboursement emprunt	21	67

**ANALYSE RETROSPECTIVE DES COMPTES  
COMMUNAUX 2012-2018**

## ETUDE DE L'AUTOFINANCEMENT : composantes des charges et produits de fonctionnement

### 1. Composition des charges de fonctionnement :

- Les charges de fonctionnement augmentent sur le dernier exercice et restent au-dessus de la moyenne de strate :

#### Charges de fonctionnement 2012-2018

Charges de fonctionnement	2012	2013	2014	Variation 2012-2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
Charges à caractère général	198 564,75	246 781,86	249 507,78	25,66%	314 652,46	266 563,08	340 441,20	276 153,11	-12,24%
Charges de personnel	208 981,67	257 946,23	343 196,53	64,22%	421 743,41	401 487,58	428 234,99	430 106,16	1,98%
Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Autres charges de gestion courante	65 653,64	94 888,07	97 023,33	47,78%	115 778,30	103 895,01	88 585,46	83 877,90	-27,55%
Charges financières	15 127,18	13 507,20	11 825,38	-21,83%	11 019,22	10 184,20	9 319,29	8 423,42	-23,56%
Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00%	116,47	99,36	241,68	308 825,72	265054,74%
Total	488 327,24	613 123,36	701 553,02	43,66%	863 309,86	782 229,23	866 822,62	1 107 386,31	28,27%

A la première lecture de ce tableau, les charges de fonctionnement augmentent sur les derniers exercices et particulièrement sur l'exercice 2018 (voir article 678 – chapitre n°67 : charges exceptionnelles).

Les dépenses réelles de fonctionnement représentent 691 euros par habitant en 2017, plaçant la commune au-dessus de la moyenne de la strate, soit 642 euros par habitant.

Il convient d'examiner chaque poste de dépense pour avoir une vision plus fine des charges de fonctionnement.

**A l'examen de ce même tableau, toutes les charges, sauf les charges de personnel et les charges exceptionnelles diminuent sur le dernier exercice (2017-2018).**

#### ➤ 1. Focus sur les charges à caractère général :

On observe une évolution de 48 217,11 euros entre 2012 et 2013. Celle-ci est liée à des dépenses supplémentaires inhérentes au chauffage, fournitures de bureau, études (éveil musical, classes de neige) et les contrats d'assurance. Concernant ce dernier point, les contrats d'assurance représentaient un peu plus de 27 000,00 euros en 2013, soit trois fois les montants constatés dans des communes de la même strate.

Entre 2014 et 2018, la municipalité a opéré des choix portant sur des **travaux en régie** dans l'ensemble des bâtiments communaux, parmi lesquels il est possible de citer :

- **Le bâtiment de type maison situé face Mairie : en état de vétusté avancé, sans chauffage,**
- **L'école,**
- **Le bâtiment communal comprenant les logements instituteurs,**

Il a ainsi pu être consacré les sommes de 142 000,00 euros sur quatre ans en matière de vérifications périodiques (extincteurs, électricité...). La somme de 80 000,00 euros a été utilisée afin de rénover les sanitaires de l'école et les rendre accessibles. Un bâtiment modulaire de type « algéco » a été mis en place, au 1<sup>er</sup> Octobre 2016, pour un montant de 4 000,00 euros.

En parallèle la commune attribue une somme comprise entre 30 000,00 et 40 000,00 euros tous les deux ans, concernant les classes de neige.

Il est important de préciser que la collectivité a connu entre 2016 et 2017 des problèmes de « fuites de gaz et d'eau (8 000,00 euros) ».

Ces différents travaux effectués dans le temps expliquent l'évolution des charges à caractère général entre 2014 et 2015, de 249 507,78 euros à 314 652,46 euros. Les fluctuations observées entre 2016 et 2018 s'expliquent par le financement des classes de neige comme évoqué précédemment.

➤ **2. Focus sur les charges de personnel :**

Les charges de personnel ont également connu d'importantes fluctuations entre 2012 et 2014, évoluant de 208 981,67 euros à 343 196,53 euros.

Ces évolutions peuvent s'expliquer par :

- Le départ en arrêt longue maladie de deux agents administratifs,
- Le remboursement d'un reste à charge dû à un agent d'un montant de 15 000,00 euros,
- Le remplacement d'un agent en charge des services techniques,

La collectivité a donc dû remplacer les agents en situation d'arrêt maladie, ce qui a généré un coût supplémentaire. Par ailleurs, la nouvelle municipalité s'est attelée à créer de **nouveaux services** à la population :

- **Cantine,**
- **Périscolaire**
- **Service jeunesse,**

La collectivité a été confrontée en parallèle à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires et la nécessité de mettre en place les Temps d'Activité Périscolaire ou (TAP). De recrutements ont donc été opérés afin de faire face à cette réforme et apporter un service supplémentaire à la population.

Quatre agents ont été recrutés, dont deux vacataires, ce qui explique l'évolution des charges de personnel de 343 196,53 euros à 421 743,21 euros entre 2014 et 2015 notamment.

**En synthèse :**

Les charges de personnel (331 euros par habitant en 2017) connaissent une augmentation raisonnable sur les derniers exercices (**+1,98% entre 2015 et 2018**).

L'examen des charges de personnel montre un large recours aux contractuels depuis plusieurs exercices. En 2017, il est à noter la suspension d'un agent, pour « *raisons administratives* ».

	2012	2013	2014	2012-2014	2015	2016	2017	2018	2015-2018
Rémunération titulaires (6411)	127 484,78		185 409,53	45,44%	193 078,37	146 548,21	150 439,35	138 445,02	-28,30%
Rémunération contractuels (6413)	12 864,14		37 585,84	192,18%	57 764,01	79 959,64	99 796,13	146 921,60	154,35%

➤ **3. Focus sur les autres charges de gestion courante :**

Les autres charges de gestion courante correspondent essentiellement aux dépenses de fonctionnement consacrées aux indemnités des élus, aux subventions aux associations et aux participations aux syndicats, en charge de compétences externalisées par la commune. C'était le cas par exemple en matière d'assainissement. Il est aussi possible de citer la subvention octroyée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Une nouvelle fois, entre 2012 et 2014, il est à noter une évolution de 31 369,69 euros. Cette dernière

s'explique majoritairement par l'évolution de la subvention versée au CCAS mais aussi et surtout par les frais de scolarité (+ 15 000,00 euros).

On observe une nouvelle évolution en 2015 puis une baisse progressive des frais de scolarité sur la période 2015-2018, les autres charges de gestion courante étant d'un montant de 83 877,90 euros en 2018, soit une baisse de 31 900,40 euros opérée en quatre exercices budgétaires.

➤ **4. Focus sur les charges financières :**

Les charges financières diminuent régulièrement sur les derniers exercices, **marquant une maîtrise de l'endettement par la collectivité.**

**Ainsi, les intérêts de la dette passent de 15 127,18 euros en 2012 à 8 423,42 euros en 2018.**

➤ **5. Focus sur les charges exceptionnelles :**

**Les charges exceptionnelles augmentent de façon importante sur le dernier exercice. Cette augmentation s'explique par l'inscription de la somme de 298 103,80 euros au compte 678.**

**Cette opération est liée au transfert de la compétence assainissement du SIVOM à l'EPCI. La commune et l'EPCI ont décidé par délibérations concordantes de transférer les résultats en totalité à l'EPCI.**

**En l'espèce le budget assainissement présente un excédent de fonctionnement (R002) de 298 103,80 euros et un solde d'exécution de la section d'investissement positif de 21 390,54euros.**

Les opérations budgétaires et comptables de transfert des résultats budgétaires sont des opérations réelles pour la commune.

Les opérations liées au transfert se traduisent de la façon suivante pour la commune :

- émission d'un mandat au 678 pour l'excédent de fonctionnement
- émission d'un mandat au 1068 pour le solde d'exécution de la section d'investissement.

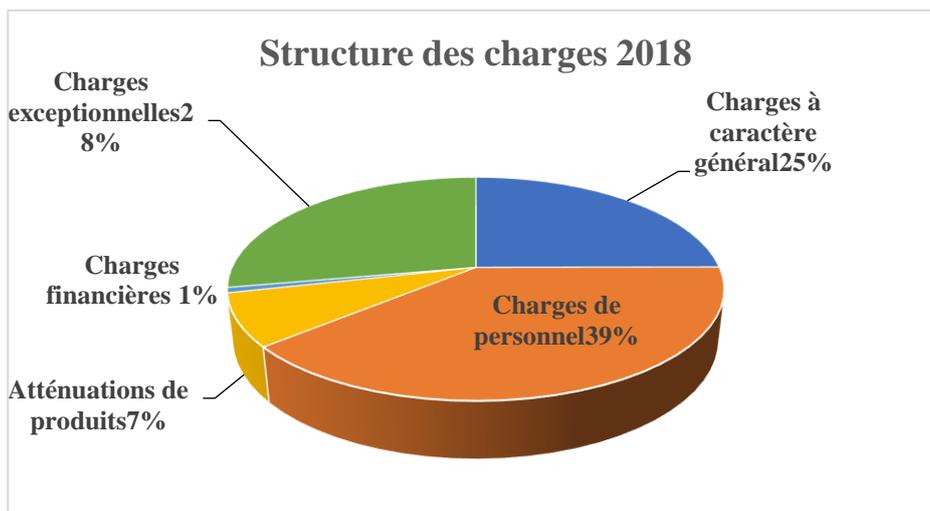
**Même si cette intégration réduit fortement la capacité d'autofinancement sur l'exercice 2018 de la collectivité, elle demeure une procédure exceptionnelle liée au transfert de compétences.**

**Charges de fonctionnement 2012-2018 – hors transfert de compétence assainissement**

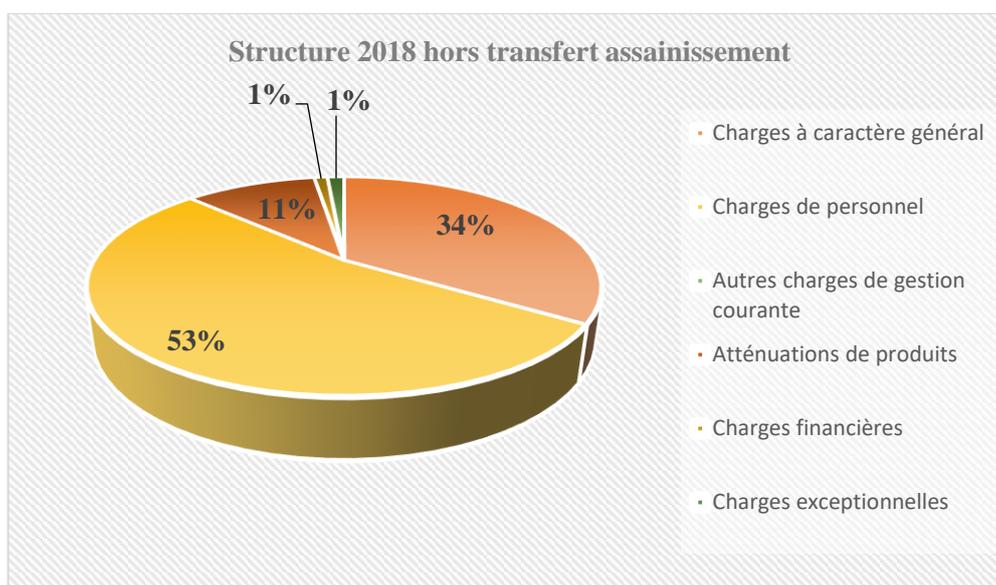
Charges de fonctionnement	2012	2013	2014	Variation 2012-2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
Charges à caractère général	198 564,75	246 781,86	249 507,78	25,66%	314 652,46	266 563,08	340 441,20	276 153,11	-12,24%
Charges de personnel	208 981,67	257 946,23	343 196,53	64,22%	421 743,41	401 487,58	428 234,99	430 106,16	1,98%
Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Autres charges de gestion courante	65 653,64	94 888,07	97 023,33	47,78%	115 778,30	103 895,01	88 585,46	83 877,90	-27,55%
Charges financières	15 127,18	13 507,20	11 825,38	-21,83%	11 019,22	10 184,20	9 319,29	8 423,42	-23,56%
Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00%	116,47	99,36	241,68	10 721,92	9105,74%
<b>Total</b>	<b>488 327,24</b>	<b>613 123,36</b>	<b>701 553,02</b>	<b>43,66%</b>	<b>863 309,86</b>	<b>782 229,23</b>	<b>866 822,62</b>	<b>809 282,51</b>	<b>-6,26%</b>

- Les charges de personnel (chapitre n°012) constituent le premier poste de dépense :

Charges de fonctionnement	2012	%	2013	%	2014	%	2015	%	2016	%	2017	%	2018	%
Charges à caractère général	198 564,75	40,66%	246 781,86	40,25%	249 507,78	35,57%	314 652,46	36,45%	266 563,08	34,08%	340 441,20	39,27%	276 153,11	24,94%
Charges de personnel	208 981,67	42,80%	257 946,23	42,07%	343 196,53	48,92%	421 743,41	48,85%	401 487,58	51,33%	428 234,99	49,40%	430 106,16	38,84%
Autres charges de gestion courante	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Atténuations de produits	65 653,64	13,44%	94 888,07	15,48%	97 023,33	13,83%	115 778,30	13,41%	103 895,01	13,28%	88 585,46	10,22%	83 877,90	7,57%
Charges financières	15 127,18	3,10%	0,00	0,00%	11 825,38	1,69%	11 019,22	1,28%	10 184,20	1,30%	9 319,29	1,08%	8 423,42	0,76%
Charges exceptionnelles	0,00	0,00%	13 507,20	2,20%	0,00	0,000%	116,47	0,01%	99,36	0,01%	241,68	0,03%	<b>308 825,72</b>	27,89%
<b>Total</b>	<b>488 327,24</b>	<b>100,00%</b>	<b>613 123,36</b>	<b>100,00%</b>	<b>701 553,02</b>	<b>100,000%</b>	<b>863 309,86</b>	<b>100,00%</b>	<b>782 229,23</b>	<b>100,00%</b>	<b>866 822,62</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 107 386,31</b>	<b>100,00%</b>



Charges de fonctionnement	2012	%	2013	%	2014	%	2015	%	2016	%	2017	%	2018	%
Charges à caractère général	198 564,75	40,66%	246 781,86	40,25%	249 507,78	35,57%	314 652,46	36,45%	266 563,08	34,08%	340 441,20	39,27%	276 153,11	34,12%
Charges de personnel	208 981,67	42,80%	257 946,23	42,07%	343 196,53	48,92%	421 743,41	48,85%	401 487,58	51,33%	428 234,99	49,40%	430 106,16	53,15%
Autres charges de gestion courante	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Atténuations de produits	65 653,64	13,44%	94 888,07	15,48%	97 023,33	13,83%	115 778,30	13,41%	103 895,01	13,28%	88 585,46	10,22%	83 877,90	10,36%
Charges financières	15 127,18	3,10%	0,00	0,00%	11 825,38	1,69%	11 019,22	1,28%	10 184,20	1,30%	9 319,29	1,08%	8 423,42	1,04%
Charges exceptionnelles	0,00	0,00%	13 507,20	2,20%	0,00	0,000%	116,47	0,01%	99,36	0,01%	241,68	0,03%	<b>10 721,92</b>	1,32%
<b>Total</b>	<b>488 327,24</b>	<b>100,00%</b>	<b>613 123,36</b>	<b>100,00%</b>	<b>701 553,02</b>	<b>100,000%</b>	<b>863 309,86</b>	<b>100,00%</b>	<b>782 229,23</b>	<b>100,00%</b>	<b>866 822,62</b>	<b>100,00%</b>	<b>809 282,51</b>	<b>100,00%</b>



Sur l'ensemble des exercices, ce sont les charges de personnel qui constituent le principal poste de dépense, avec près de 39%. Cette année n'est cependant pas le reflet des exercices précédents, au regard d'une dépense exceptionnelle d'un peu plus de 300 000,00 euros (**voir ci-dessus structure sans charge exceptionnelle liée au transfert de l'assainissement**). Les dépenses de personnel représentent ainsi entre 42,07% et 49,40% respectivement en 2012 et 2017.

Le deuxième poste de dépense est constitué par les charges à caractère général (chapitre n°011) qui oscillent entre 34,08% des dépenses de fonctionnement et 40,66% sur la même période.

Les autres charges de gestion courante s'avèrent très limités :

- 13 euros par habitant pour les contingents, contre 47 euros par habitant pour la moyenne de la strate,
- 26 euros par habitant pour les subventions versées, contre 27 euros par habitant pour la moyenne de la strate,

**Les charges financières diminuent comme évoqué entre 2012 et 2018, de 15 127,18 euros à 8 423,42 euros, soit une baisse de 6 703,76 euros.**



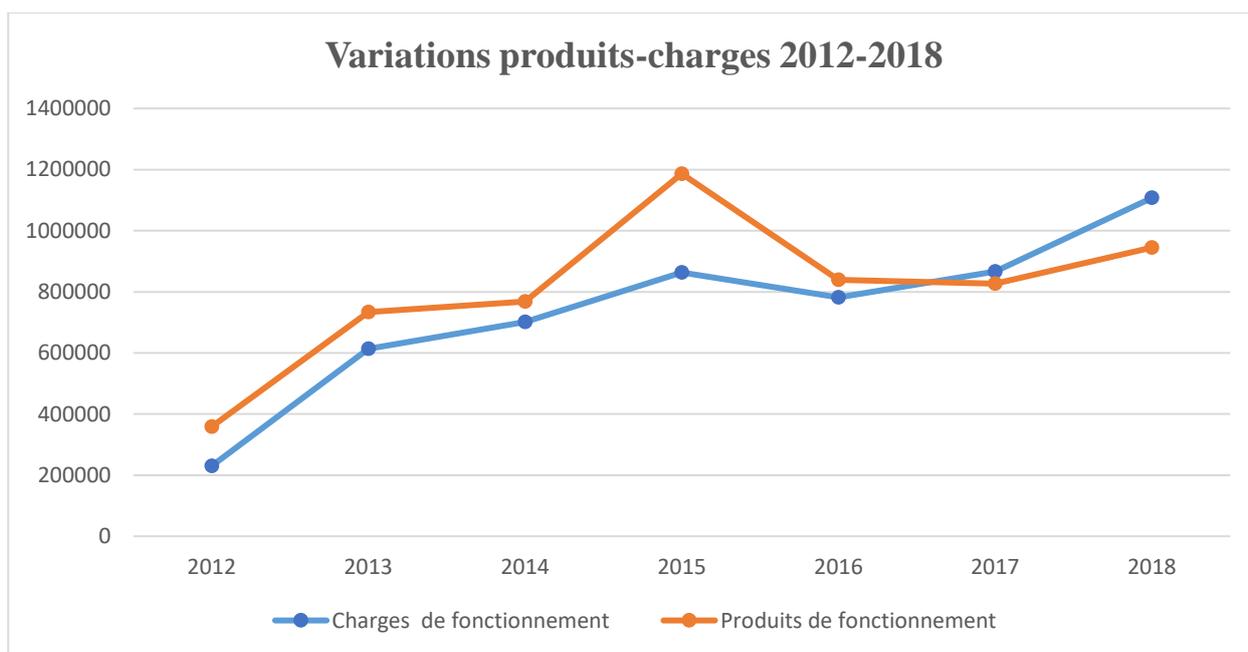
- **Les impôts et taxes sont les ressources les plus importantes de la collectivité :**

Produits de fonctionnement	2012	%	2013	%	2014	%	2015	%	2016	%	2017	%	2018	%
Atténuations de charges	8 412,96	1,20%	1 921,16	0,26%	20 812,36	2,71%	51 915,68	4,38%	45 285,12	5,39%	23 671,40	2,86%	21 274,18	2,25%
Produits de service	6 927,19	0,99%	7 484,34	1,02%	20 564,82	2,68%	33 873,80	2,85%	52 401,14	6,24%	53 797,78	6,50%	55 774,46	5,90%
Impôts et taxes	375 832,97	53,47%	520 227,60	70,92%	522 141,77	67,96%	555 041,71	46,78%	567 506,01	67,60%	559 444,65	67,64%	588 076,94	62,24%
Dotations et subventions	244 578,07	34,80%	133 584,53	18,21%	135 196,13	17,60%	108 237,03	9,12%	99 250,15	11,82%	116 383,91	14,07%	119 845,35	12,68%
Autres produits de gestion courante	64 493,27	9,18%	69 945,27	9,54%	68 890,07	8,97%	63 687,91	5,37%	69 545,30	8,28%	63 003,86	7,62%	56 536,48	5,98%
Produits financiers	0,00		8,24	0,00%	0,00	0,00%	5,49	0,00%	5,03		0,00	0,00%	5,49	0,00%
Produits exceptionnels	2 647,98	0,38%	361,06	0,05%	646,42	0,08%	373 794,91	31,50%	5 478,21	0,65%	10 784,40	1,30%	103 308,72	10,93%
<b>Total</b>	<b>702 892,44</b>	<b>100,00%</b>	<b>733 532,20</b>	<b>100,00%</b>	<b>768 251,57</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 186 556,53</b>	<b>100,00%</b>	<b>839 470,96</b>	<b>100,00%</b>	<b>827 086,00</b>	<b>100,00%</b>	<b>944 821,62</b>	<b>100,00%</b>

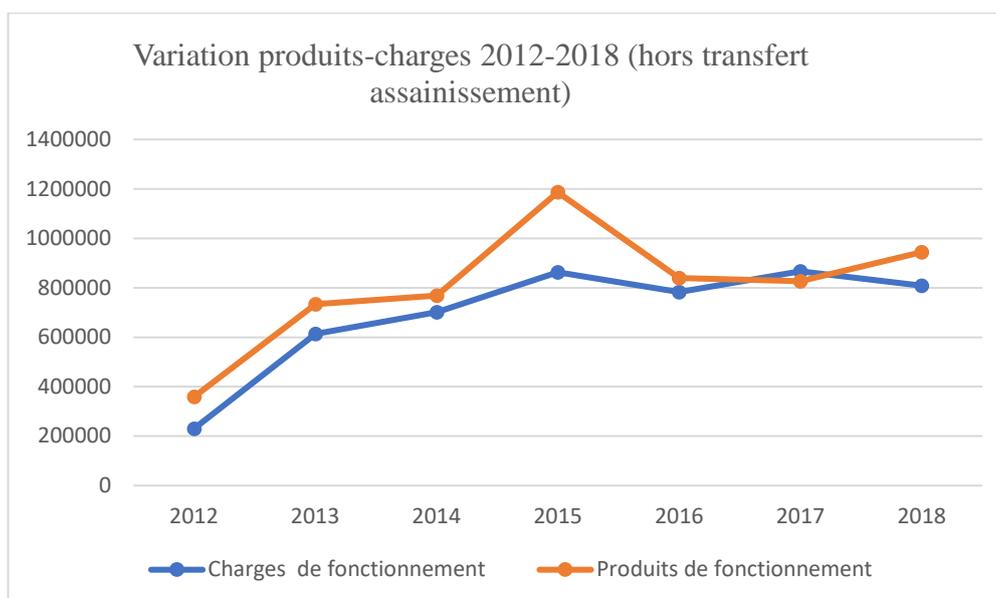
Comme la majorité des collectivités territoriales, les impôts et taxes représentent le premier poste de produits. **En effet, ils représentent près de 62% des recettes réelles de fonctionnement pour le compte de l'année 2018.** La commune est au-dessus de la moyenne de strate, car ce poste représentait 339 euros par habitant, pour une moyenne de strate de l'ordre de 299 euros par habitant en 2017.

**Les dotations et subventions représentent 12,68% des recettes réelles de fonctionnement. La commune a subi la réforme de la baisse de la DGF initiée en 2014 et ce jusqu'en 2018. Les dotations et subventions représentaient ainsi 34,80% des produits en 2012 contre 12,68% en 2018, toute proportions gardées.**

Les autres produits n'appellent pas à de commentaires spécifiques.



A la lecture de ce graphique on constate bien un effet ciseau sur les exercices 2017 et 2018, inhérent, notamment, à une dépense exceptionnelle de 308 825,75 euros (charges exceptionnelles-transfert assainissement) pour le compte de l'année 2018.



### 3. Focus sur la trésorerie communale :

**La trésorerie d'une collectivité peut être définie par la différence entre encaissements et les décaissements, toutes sections confondues (fonctionnement et investissement).**

**La trésorerie d'une collectivité ou d'un EPCI ne peut pas être négative.** C'est interdit, conformément aux règles édictées dans le décret n°2012-1246 du 7 Novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

**Le comptable public doit ainsi suspendre le paiement de toute facture en cas d'insuffisance de trésorerie (voir dans ce sens instruction n°94-118-MO du 12 Décembre 1994), relative au règlement des dépenses locales, en cas d'insuffisance de trésorerie.**

Le compte 515 permet, chaque jour de faire un point sur la trésorerie disponible de la commune.

Concernant le recours à une éventuelle ligne de trésorerie, la procédure est la suivante. Le compte 519 est destiné à recevoir le montant des fonds provenant d'avances de trésorerie. Il est crédité par le débit du compte au Trésor lors de l'encaissement des fonds. Par ailleurs, il est débité lors du remboursement de ces fonds par le crédit au compte du Trésor, les intérêts étant enregistrés au compte 6615 « *intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs* ».

Les avances de trésorerie, billets de trésorerie ou ligne de trésorerie ont vocation à fournir des ressources de trésorerie pour une durée d'un an maximum.

Après avoir effectué une extraction du compte 515, l'état de la trésorerie est le suivant entre 2012 et 2018, au 31 Décembre de l'année n :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Trésorerie</b>	426 800,48	195 957,58	220 760,83	439 677,90	296 269,76	100 139,03	125 917,55

*Source : Compte 515, 2012-2018.*



**NB** : Pour information, il est à noter que la commune a du prendre en charge une dette pour un montant total dû de 1998 à 2013 (Mouy) de 80 037,53 euros qui a été ramenée à 29 631,62 euros en 2014.

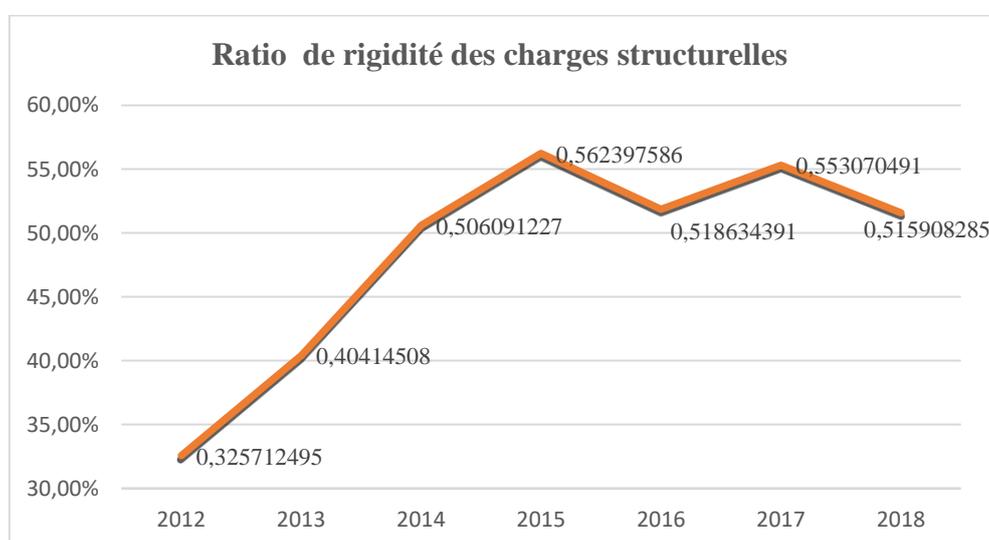
#### 4. Le ratio de rigidité des charges structurelles

Le ratio de rigidité des charges structurelles permet d'évaluer le caractère incompressible de certaines dépenses. Il correspond au rapport entre les charges de personnel, les contingents et participations et les charges d'intérêts sur les produits de fonctionnement. Un ratio important indique une marge de manœuvre limitée. Ce ratio est un ratio utilisé par les services de l'Etat pour le réseau d'alerte.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Charges de personnel	208 981,67	257 946,23	343 196,53	421 743,41	401 487,58	428 234,99	430 106,16
Contingents et participations	4 832,00	25 000,00	33 783,47	30 426,07	23 706,73	19 882,58	10 218,60
Charges d'intérêts	15 127,18	13 507,20	11 825,38	11 019,22	10 184,20	9 319,29	8 423,42
Produits de fonctionnements réels	702 892,44	733 532,20	768 251,57	823 596,53	839 470,96	827 086,00	869 821,62
Ratio de rigidité des charges structurelles	32,57%	40,41%	50,61%	56,24%	51,86%	55,31%	51,59%

page non communiquée - article 655 données fiche AEFf collectivités locales

Ce ratio connaît d'importantes fluctuations entre 2012 et 2018, passant de 32,57% en 2012 à 56,24% en 2015, pour redescendre à 51,59% en 2018. La médiane représentant la moitié des communes françaises est située à 41% en 2014.



#### 5. La Capacité d'autofinancement (CAF) :

- **Une capacité d'autofinancement très faible et en dessous de la moyenne de strate :**

La CAF brute est égale aux produits encaissables (réels) moins les charges décaissables (réelles), soit les recettes inscrites au compte de classe 7 sauf (775, 776, 777,78) moins les dépenses inscrites au compte de classe 6 sauf (6741, 675, 676,68).

Certaines charges exceptionnelles (comme les intérêts moratoires sur marché ou amendes fiscales et pénales) sont prises en compte dans le calcul de la CAF brute, comme certains produits exceptionnels (libéralités et recouvrement sur créances admises en non-valeur).

La CAF nette correspond, quant à elle à votre CAF brute à laquelle vous soustrayez le remboursement en capital de votre dette (dépenses inscrites au chapitre 16).

## CAF 2012-2018

CAF	2012	2013	2014	Variation 2012-2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
Produits réels de fonctionnement	702 892,44	733 532,20	768 251,57	9,30%	823 596,53	839 470,96	827 086,00	869 821,62	5,61%
Charges réelles de fonctionnement	488 327,24	613 123,36	701 553,02	43,66%	863 309,86	782 229,23	866 822,62	1 107 386,31	28,27%
<b>CAF Brute</b>	<b>214 565,20</b>	<b>120 408,84</b>	<b>66 698,55</b>	<b>-68,91%</b>	<b>-39 713,33</b>	<b>57 241,73</b>	<b>-39 736,62</b>	<b>-237 564,69</b>	-
Remboursement de dettes bancaires et assimilées	42 595,33	44 215,28	22 518,34	-47,13%	23 324,50	24 159,52	25 024,43	25 920,30	11,13%
<b>CAF Nette</b>	<b>171 969,87</b>	<b>76 193,56</b>	<b>44 180,21</b>	<b>-74,31%</b>	<b>-63 037,83</b>	<b>33 082,21</b>	<b>-64 761,05</b>	<b>-263 484,99</b>	-

La baisse observée en 2017 et 2018 de la CAF nette s'explique par une augmentation soutenue des charges exceptionnelles (chapitre n°67) et des charges à caractère général (fuites de gaz/eau).

La CAF brute permet de couvrir en priorité les emprunts. Une fois, les dettes remboursées, la CAF nette constitue l'autofinancement de la collectivité et donc de financer les infrastructures de la collectivité. La CAF nette a fortement diminué en 2018, en raison de la diminution de la CAF brute.

Elle représentait - 33 euros par habitant en 2017 contre une moyenne de strate de 153 euros.

### CAF 2012-2018 - hors transfert compétence assainissement

CAF	2012	2013	2014	Variation 2012-2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
Produits réels de fonctionnement	702 892,44	733 532,20	768 251,57	9,30%	823 596,53	839 470,96	827 086,00	869 821,62	5,61%
Charges réelles de fonctionnement	488 327,24	613 123,36	701 553,02	43,66%	863 309,86	782 229,23	866 822,62	809 282,51	-6,26%
<b>CAF Brute</b>	<b>214 565,20</b>	<b>120 408,84</b>	<b>66 698,55</b>	<b>-68,91%</b>	<b>-39 713,33</b>	<b>57 241,73</b>	<b>-39 736,62</b>	<b>60 539,11</b>	-
Remboursement de dettes bancaires et assimilées	42 595,33	44 215,28	22 518,34	-47,13%	23 324,50	24 159,52	25 024,43	25 920,30	11,13%
<b>CAF Nette</b>	<b>171 969,87</b>	<b>76 193,56</b>	<b>44 180,21</b>	<b>-74,31%</b>	<b>-63 037,83</b>	<b>33 082,21</b>	<b>-64 761,05</b>	<b>34 618,81</b>	-

## ETUDE DE L'INVESTISSEMENT

*L'ensemble des dépenses d'investissement s'apparente à des emplois (dépenses d'équipement, remboursements de dettes, autres...). Parallèlement, l'ensemble des moyens financiers dont dispose la commune constitue des ressources (CAF, plus-values de cession, dotations et subventions, emprunts...). Le solde entre le total des ressources et le total des emplois représente la variation du fonds de roulement.*

### 1. Le financement disponible

Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose la collectivité pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.

#### Financement disponible 2012-2018

Financement disponible	2012	2013	2014	Variation 2012-2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
<b>Capacité d'autofinancement nette</b>	171 969,87	76 193,56	44 180,21	-74,31%	-63 037,83	33 082,21	-64 761,05	-263 484,99	-
<b>Ressources propres</b>	65 548,23	6 276,82	63 078,09	-3,77%	148 619,44	34 403,10	69 751,54	136 485,30	-8,16%
<b>Cessions d'actifs (775)</b>				-	362 960,00			75 000,00	-79,34%
<b>Autres recettes d'investissement</b>				-					-
<b>TOTAL</b>	237 518,10	82 470,38	107 258,30	-54,84%	448 541,61	67 485,31	4 990,49	-51 999,69	-

Le financement disponible correspond à la somme dont la collectivité dispose pour ses dépenses d'équipement. Il est composé pour l'ensemble des exercices de la CAF nette ainsi que des ressources propres de la collectivité (subventions d'équipement et FCTVA). Il connaît une nette augmentation en 2015 et diminue de nouveau entre 2016 et 2018. Cette variation s'explique par une nette diminution de la CAF nette et la diminution des ressources propres.

#### Financement disponible 2012-2018 – hors transfert de compétence assainissement

Financement disponible	2012	2013	2014	Variation 2012-2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
<b>Capacité d'autofinancement nette</b>	171 969,87	76 193,56	44 180,21	-74,31%	-63 037,83	33 082,21	-64 761,05	34 618,81	-
<b>Ressources propres</b>	65 548,23	6 276,82	63 078,09	-3,77%	148 619,44	34 403,10	69 751,54	136 485,30	-8,16%
<b>Cessions d'actifs (775)</b>				-	362 960,00			75 000,00	-79,34%
<b>Autres recettes d'investissement</b>				-					-
<b>TOTAL</b>	237 518,10	82 470,38	107 258,30	-54,84%	448 541,61	67 485,31	4 990,49	246 104,11	-45,13%

**Le financement disponible est à corrélérer avec les dépenses d'équipement.**

### 2. Le poids des dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement correspondent aux dépenses inscrites aux comptes 20, 21 et 23 auxquelles on soustrait les recettes inscrites aux comptes 237 et 238.

Dépenses d'équipement (hors RAR)	2012	2013	2014	2012-2014	2015	2016	2017	2018	2015-2018
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 127,23	2 607,28	0,00	-100,00%	0,00	25 159,20	20 941,26	3 528,00	0,00%
<i>Immobilisations corporelles</i>	32 934,90	159 878,57	31 704,40	-3,74%	227 250,12	199 465,19	147 083,35	192 699,59	-15,20%
<i>Immobilisations en cours</i>	11 736,33	158 964,94	24 001,84	104,51%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
<b>Total des dépenses d'équipement</b>	45 798,46	321 450,79	55 706,24	21,63%	227 250,12	224 624,39	168 024,61	196 227,59	-13,65%

Au titre de l'exercice 2015, les dépenses d'équipement brut représentaient 186 euros par habitant, situant la commune en dessous de la moyenne de la strate s'élevant à 254 euros par habitant, malgré des efforts importants effectués par la municipalité.



## Variation de fonds de roulement 2012-2018 – hors transfert de compétence assainissement

EVOLUTION DU TABLEAU EMPLOIS/ RESSOURCES D'INVESTISSEMENT										
	2012	2013	2014	2012/2014	2015	2016	2017	2018	2015/2018	Total sur 5 ans (2014-2018)
Dépenses d'investissement (A)	88 394	365 666	78 225	-11,50%	250 575	248 784	193 049	222 148	-11,3%	992 780
Dépenses d'équipement	45 798	321 451	55 706	21,63%	227 250	224 624	168 025	196 228	-13,7%	871 833
Remboursement dettes	42 595	44 215	22 518	-47,13%	23 325	24 160	25 024	25 920	11,1%	120 947
Autres dépenses										
Ressources d'investissement (B)	280 113	126 686	129 777	-53,7%	471 866	91 645	30 015	272 024	-42,4%	995 327
CAF brute	214 565	120 409	66 699	-68,9%	-39 713	57 242	-39 737	60 539	-252,4%	105 029
Emprunts										
Autres ressources	65 548	6 277	63 078	-3,8%	511 579	34 403	69 752	211 485	-58,7%	890 297
Variation fonds de roulement (B-A)	191 720	-238 980	51 552	-73,1%	221 291	-157 139	-163 034	49 877	-77,5%	2 547
(B)-(A)										

## LES MARGES DE MANŒUVRE : FISCALITE et EMPRUNT

Les principales marges de manœuvre d'une collectivité se situent soit au niveau de ses charges de fonctionnement, soit au niveau de ses produits (fiscalité directe locale) soit encore en matière d'endettement.

### 1. La fiscalité directe locale :

#### a. Analyse des produits de la fiscalité :

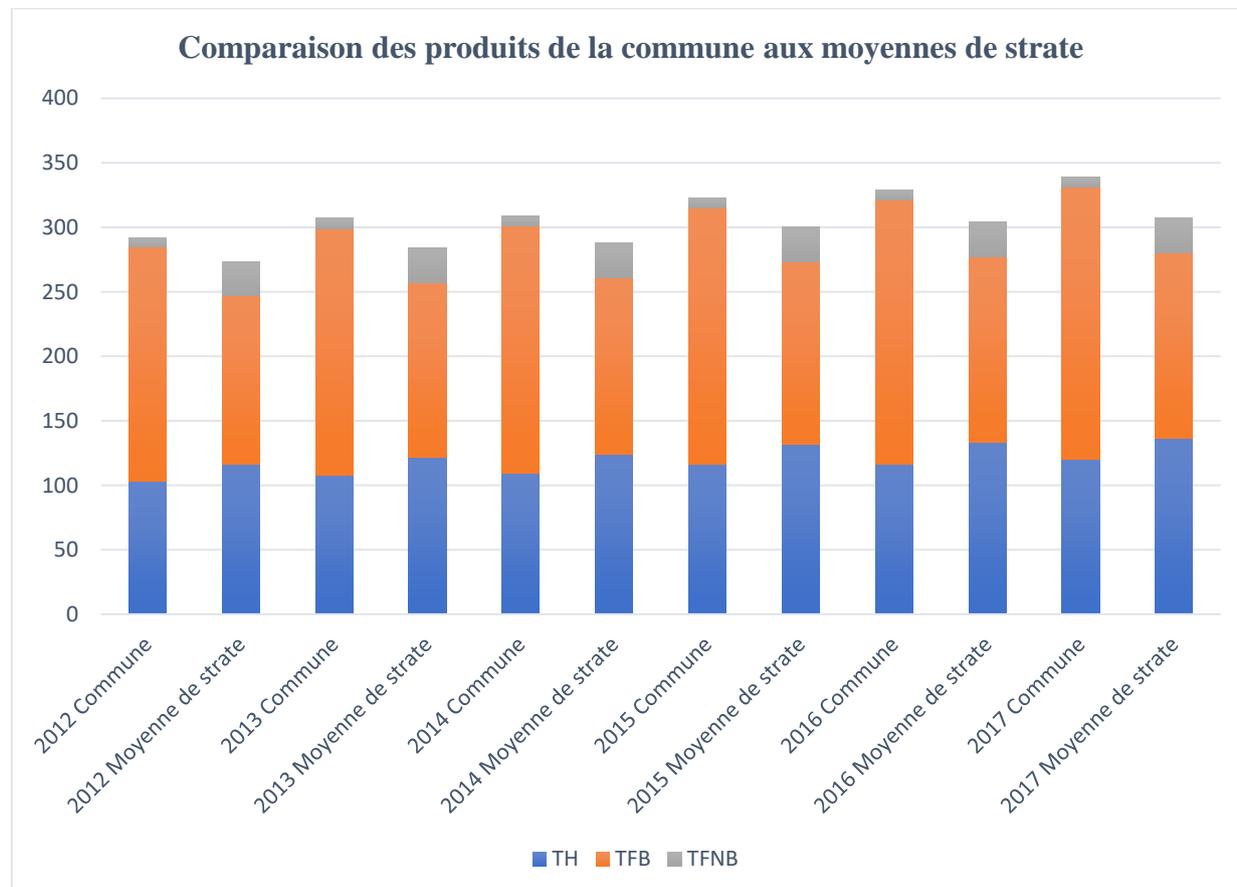
Les données sont issues des états fiscaux 1259.

L'analyse des produits locaux, issus des rôles généraux, montre les évolutions suivantes :

Produits attendus	2012	2013	Variation 2012-2014	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
TH	124 656	130 228	7,10%	133 504	142 034	141 552	146 253	151 877	6,93%
TFB	219 719	230 222	6,82%	234 708	243 005	250 368	257 556	266 340	9,60%
TFNB	8 930	9 155	5,47%	9 418	9 691	10 058	10 284	10 673	10,13%
CFE									
<b>Total</b>	<b>353 305</b>	<b>369 605</b>	<b>4,61%</b>	<b>377 630</b>	<b>394 730</b>	<b>401 978</b>	<b>414 093</b>	<b>428 890</b>	<b>8,65%</b>

- Une progression continue du produit des impôts locaux notamment pour la TFB.

	2012		2013		2014		2015		2016		2017	
	Commune	Moyenne de strate										
TH	103	116	108	122	109	124	116	132	116	133	120	136
TFB	182	131	191	135	192	137	199	141	205	144	211	144
TFNB	7	26	8	27	8	27	8	27	8	27	8	27



b. **Analyse des bases de la fiscalité :**

Bases effectives	2012	2013	Variation 2012-2014	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
TH	1 176 000	1 204 698	2,92%	1 210 369	1 262 520	1 233 029	1 248 956	1 272 000	0,75%
TFB	1 076 000	1 105 244	2,65%	1 104 508	1 121 391	1 132 376	1 142 153	1 158 000	3,26%
TFNB	18 000	18 092	1,38%	18 249	18 410	18 726	18 774	19 100	3,75%
CFE									

**Les bases augmentent chaque année.** Il est à noter une évolution limitée de 0,75% des bases d'imposition de la taxe d'habitation, qu'il conviendrait d'étudier, car cette évolution se situe en dessous des moyennes en la matière.

	2012		2013		2014		2015		2016		2017	
	Commune	Moyenne de strate										
TH	972	1 009	997	1 041	992	1 054	1 035	1 100	1 012	1 094	1 023	1 109
TFB	889	829	915	859	905	880	919	900	929	921	935	934
TFNB	15	58	15	59	15	59	15	60	15	60	15	63

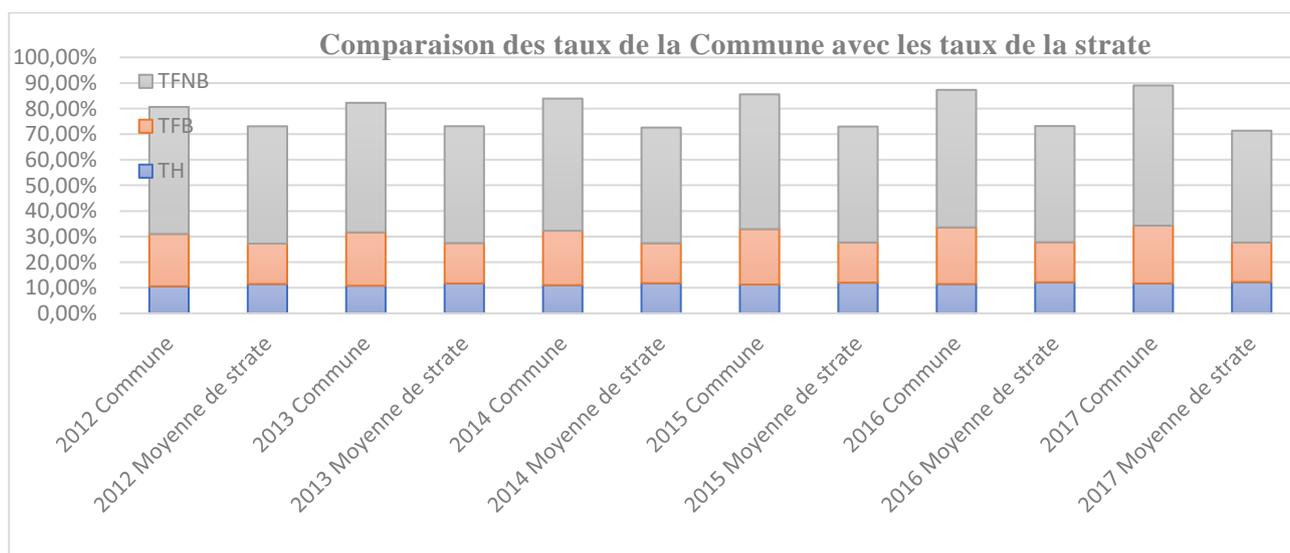
c. **Analyse des taux de la fiscalité :**

Taux votés	2012	2013	Variation 2012-2014	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
TH	10,60%	10,81%	4,06%	11,03%	11,25%	11,48%	11,71%	11,94%	6,13%
TFB	20,42%	20,83%	4,06%	21,25%	21,67%	22,11%	22,55%	23,00%	6,14%
TFNB	49,61%	50,60%	4,03%	51,61%	52,64%	53,71%	54,78%	55,88%	6,16%
CFE									

	2012		2013		2014		2015		2016		2017	
	Commune	Moyenne de strate										
TH	10,60%	11,49%	10,81%	11,71%	11,03%	11,80%	11,25%	12,00%	11,48%	12,16%	11,71%	12,24%
TFB	20,42%	15,75%	20,83%	15,75%	21,25%	15,62%	21,67%	15,69%	22,11%	15,62%	22,55%	15,42%
TFNB	49,61%	45,84%	50,60%	45,65%	51,61%	45,16%	52,64%	45,28%	53,71%	45,38%	54,78%	43,70%

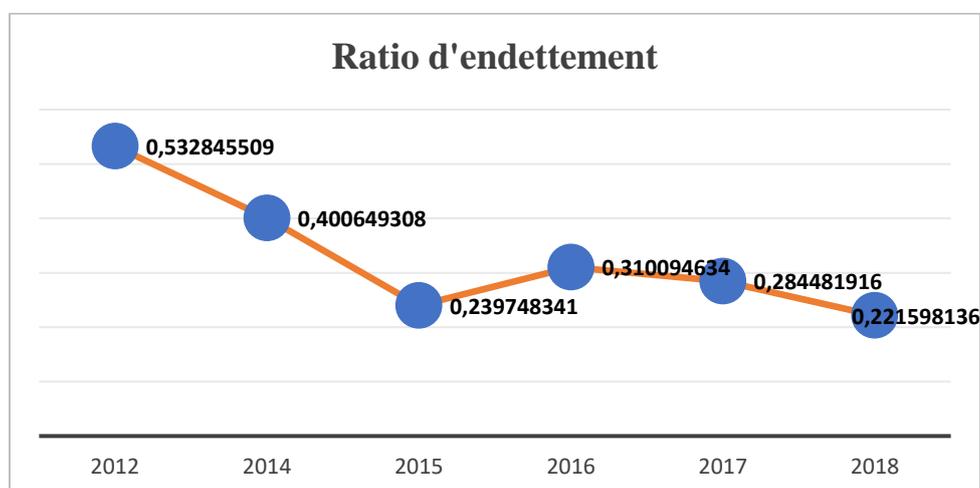
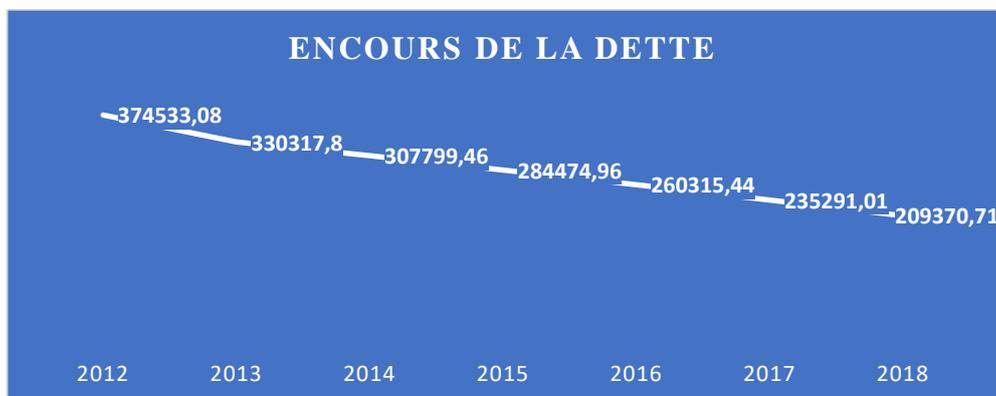
- **Les taux ont évolué tous les ans entre 2012 et 2018 comme suit :**

- Taxe d'Habitation : 10,60% 2012 – 11,71% 2017,
- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 20,42% 2012 – 22,55% 2017,
- Taxe Foncière sur les Propriétés non Bâties : 49,61% 2012 – 54,78% 2017,



## 2. Encours de la dette, ratio d'endettement et capacité de désendettement

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Encours de la dette	374 533,08	330 317,80	307 799,46	284 474,96	260 315,44	235 291,01	209 370,71
Produits de fonctionnement réels	702 892,44	733 532,20	768 251,57	1 186 556,53	839 470,96	827 086,00	944 821,62
Ratio d'endettement	53,28%	45,03%	40,06%	23,97%	31,01%	28,45%	22,16%
Encours de la dette/population	310	273	252	233	214	193	171

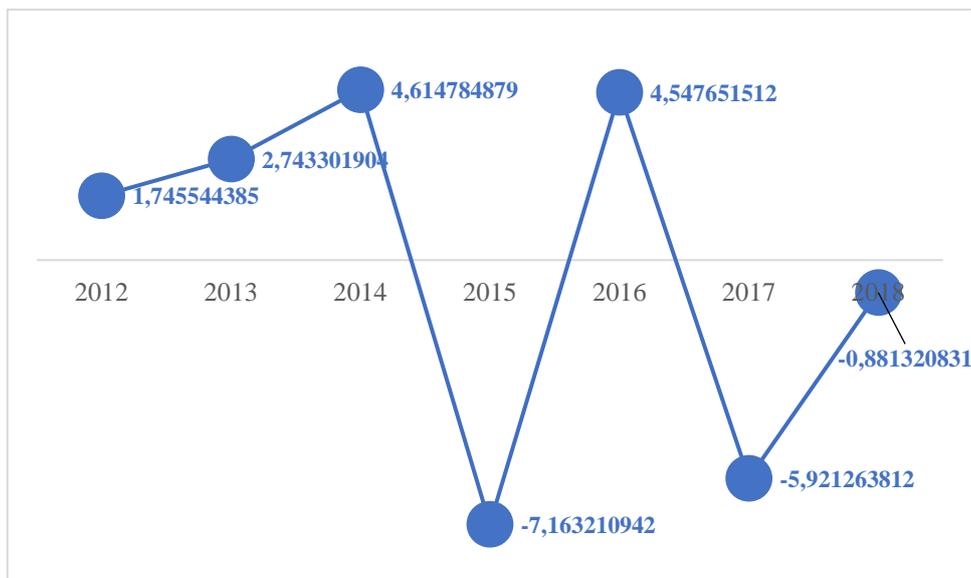


Par habitant, l'encours total de la dette au 31 décembre 2017 est inférieur à la moyenne de la strate, estimée à 610 euros.

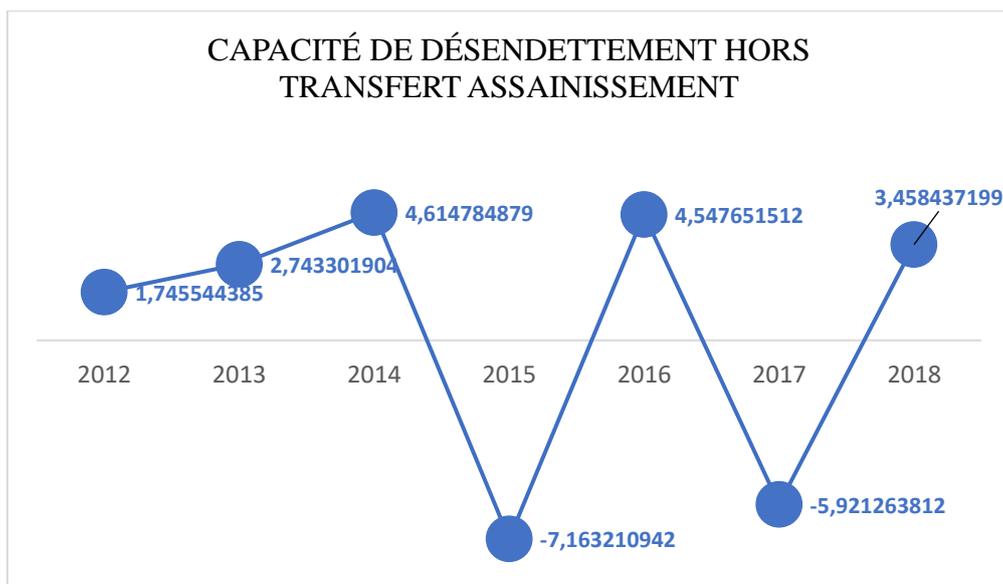
Le ratio d'endettement c'est-à-dire le rapport entre l'encours de la dette et les recettes réelles de fonctionnement est de 22,16% en 2018 après avoir été à 53,28% en 2012.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Encours de la dette au 31/12/N	374 533	330 318	307 799	284 475	260 315	235 291	209 371
CAF brute	214 565	120 409	66 699	-39 713	57 242	-39 737	-237 565
Capacité de désendettement	1,7	2,7	4,6	-7,2	4,5	-5,9	-0,9

Delta Comptes de Gestion / Comptes administratifs années 2016.



	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Encours de la dette au 31/12/N</b>	374 533	<b>330 318</b>	307 799	284 475	260 315	235 291	209 371
<b>CAF brute</b>	214 565	120 409	66 699	-39 713	57 242	-39 737	60 539
<b>Capacité de désendettement</b>	1,7	2,7	4,6	-7,2	4,5	-5,9	3,5



### 3. Le coefficient d'autofinancement courant

Le coefficient d'autofinancement courant (CAC) permet de mesurer l'aptitude de la commune à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges et les remboursements de dettes. Un coefficient supérieur à 100% indique que la commune est incapable de faire face à ses remboursements de dettes avec son seul autofinancement.

Le CAC correspond à la somme des charges réelles de fonctionnement et le remboursement de la dette divisée par les produits de fonctionnement.

COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Charges réelles de fonctionnement	488 327	613 123	701 553	863 310	782 229	866 823	1 107 386
Remboursement de la dette	42 595	44 215	22 518	23 325	24 160	25 024	25 920
Produits réels de fonctionnement	702 892	733 532	768 252	823 597	839 471	827 086	869 822
CAC	75,53%	89,61%	94,25%	107,65%	96,06%	107,83%	130,29%

Le CAC fait signe de la dégradation financière de la collectivité.

**Sans le transfert de l'assainissement, la situation serait la suivante :**

COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Charges réelles de fonctionnement	488 327	613 123	701 553	863 310	782 229	866 823	809 283
Remboursement de la dette	42 595	44 215	22 518	23 325	24 160	25 024	25 920
Produits réels de fonctionnement	702 892	733 532	768 252	823 597	839 471	827 086	869 822
CAC	75,53%	89,61%	94,25%	107,65%	96,06%	107,83%	96,02%